Numéro 98
Samedi
1er mars 1980
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Corse : l'île n'a pas encore retrouvé sa Beauté sereine • Témoignage : maître auxiliaire à titre précaire et révocable • Barre dévoile sa vraie nature : il triche • Parcours fédéral dans le Lot-et-Garonne avec Jean Rumeau • Toulouse : les petites fiches spéciales d'un service de sécurité • Les scandales allemands ont lieu au théâtre • Giscard a décidé : pas de gaz à Rambouillet

Lorsque la France s'éveillera

On a l'impression qu'en ce moment, Giscard peut tout faire à la France sans que les Français bougent. L'opinion est comme frappée d'une étrange léthargie. Plus dur sera le réveil. Et peut-être même dur... dur... dur...

Le président préside depuis déjà cinq années et neuf mois et le bilan fait apparaître un passif exceptionnellement lourd. Le compte est fantastique des promesses non tenues des engagements reniés, des erreurs accumulées, des échecs additionnés. Un million de chômeurs de plus depuis le début du règne ; la croissance cassée ; les records d'inflation battus ; la sécurité sociale, les services de santé, la mutualité en voie de démantèlement ; les inégalités aggravées... Pourtant M. d'Estaing se maintient dans le haut des sondages.

Le pouvoir d'achat des salariés en baisse. Barre le nie mais le sait. Il vient en tout cas de faire savoir qu'il serait impossible de le maintenir à l'avenir.

Les statistiques officielles confirment la bonne nouvelle en annonçant pour les six mois qui viennent, un rythme de hausse des prix de 13 %, 100 000 chômeurs de mieux, et 13 milliards de déficit budgétaire...

Cartes biseautées

Pourtant M. d'Estaing se maintient dans le haut des sondages. Son Premier ministre lui sert de paravent, au besoin de bouclier. Comme si la politique n'était pas décidée à l'Elysée. Au point qu'il n'y a pas, en réalité, de gouvernement. Quand on apprend par exemple, que c'est le chef de l'Etat lui-même qui a tranché contre le stockage de gaz dans la forêt de Rambouillet.

La crise internationale et les menaces pour la paix du monde sont d'autres cartes biseautées dans le bonneteau présidentiel. On peut d'ailleurs tricher plus à l'aise quand tous les partenaires sont baillonnés. C'est la télé giscardisée. L'opinion chloroformée.

Mais le sommeil du chloroforme ne dure qu'un temps. Lorsque son effet cesse, le patient s'aperçoit brutalement qu'il a mal. Qu'on lui a fait mal. Et ça peut faire très mal.

Georges Fillioud

épingle

«Nous continuerons à garder notre autonomie vis-à-vis de nos aînés les ministres».

Hugues Dewavrin, porte parole des jeunes giscardiens à *l'Aurore*.

Croqué



L'Union Soviétique est devenue, ces derniers mois, le premier partenaire commercial de l'Argentine.

François Mitterrand au «Forum» R.m.c.

«Je n'ai pas à me déterminer au gré des sollicitations

François Mitterrand était vendredi soir l'invité du forum R.m.c. de la Presse quotidienne régionale.

Toute la première partie de l'interview a tourné autour de la candidature de Michel Rocard. Voici quelques extraits des réponses du Premier secrétaire.

Je me permets de vous dire qu'il ne s'agit pas du tout d'une situation nouvelle ; il y a longtemps que l'on savait que Michel Rocard était candidat. C'est une affaire pour les titres de presse. En ce qui concerne précisément les candidatures, permettez-moi de vous rappeler que j'ai moi-même invité Michel Rocard, il y a cinq à six semaines, à se considérer comme délié des engagements qu'il avait pris, de son propre chef d'ailleurs, lors du congrès de Metz, à savoir qu'il ne se prononcerait pas sur sa candidature avant de connaître mes propres intentions.

Je suis heureux de voir que Michel Rocard, après réflexion d'un peu plus d'un mois, a finalement choisi d'écouter mon conseil. Vous posez le cas de mon éventuelle candidature. Je n'ai rien dit, c'est vous qui avez parlé à ma place. Ce n'est pas du tout un problème d'hésitation.

Ce serait une hésitation de ma part si j'avait dit : «J'irai peut-être bien, j'irai peut-être pas». Je n'ai rien dit du tout, considérant que c'était tout à fait prématuré et que je n'avais pas à me déterminer au gré des sollicitations.

J'ajoute que mon rôle essentiel c'est de faire que le socialisme auquel nous croyons, par l'instrument dont il dispose qui est le Parti socialiste, parvienne naturellement aux responsabilités du pouvoir, présidence de la République, gouvernement de la France.

Tous les militants consultés

En ce qui concerne la désignation du candidat socialiste, nous avons des règles. Une commission a été créée et Pierre Mauroy en a pris la direction. Il a été décidé que le candidat à la présidence de la République

(suite page 2)

TÉMOIGNAGE

Maître auxiliaire : « A titre précaire et révocable»

Philippe, 27 ans, marié, père d'une fille de six mois, est maître auxiliaire en Education physique et sportive (E.p.s) dans un lycée d'enseignement professionnel (L.e.p) de Seine Maritime.

Après quatre ans d'études universitaires, Philippe a obtenu une note supérieure à la moyenne au C.a.p.e.s, mais insuffisante pour être reçu puisqu'il s'agit d'un concours. Autrement dit, il est «reçu-collé» et reconnu apte à l'enseignement, mais sans pouvoir l'exercer réellement.

Deux fois déjà, il s'est présenté au C.a.p.e.s. Deux fois il a été «reçu-collé», bien que depuis deux ans, il enseigne comme maître auxiliaire, comme n'importe quel autre professeur. En septembre dernier, à la veille de la rentrée, l'académie de Sens (Yonne) lui propose un poste de remplacement. Pour ce faire - il habite alors la Côte d'Or - il déménage. Un mois plus tard, l'académie de Rouen lui propose un autre remplacement, cette fois d'un professeur au service militaire. C'est-à-dire un poste pour l'année. Il déménage à nouveau.

Ceci parce que les maîtres auxiliaires sont embauchés par contrat «à titre précaire et révocable», selon la formule administrative, et sous-payés. Le remplacement d'un conscrit est donc préférable à celui d'un malade.

Maître auxiliaire au premier échelon, Philippe touche, pour un mois de salaire, 3 600 F. net, dont 154 F. de frais de résidence et 15 F. pour un enfant. Il perçoit de plus 395 F. au titre du complément familial et 300 F. d'allocation logement. Il n'est payé que lorsqu'il travaille, puisqu'il n'est pas fonctionnaire titularisé, et ses congés payés représentent 25% des traitements touchés pendant l'année.

Lorsqu'il a déduit 1 050 F. du loyer de son F3, 400 F. de frais de voiture, 100 F. d'assurances diverses, 400 F. d'impôts, près de 2 000 F. de nourriture et produits courants, il lui reste moins de 500 F. par mois. Pas de quoi faire des économies. Récemment, il a même demandé au médecin qui le soignait pour une entorse de ne pas lui accorder d'arrêt de travail, parce que, indemnisé alors par la Sécurité sociale, il n'aurait touché que 70% de son traitement.

Promesses non tenues

La lenteur administrative l'a également mis en difficulté avant Noël. Ses changements d'académie n'ont pas été suivis aussi rapidement par ceux de ses dossiers. Pour les trois premiers mois de l'année scolaire, il n'aura touché que 4 500 F... d'avance sur traitement. On comprend alors qu'avec sa femme, pour le second enfant, ils «attendent... pour ne pas prendre de risque».

A cette situation «précaire», il faut ajouter les conditions de travail au L.e.p. Deux professeurs pour 400 élèves, un «mauvais» terrain de sport, une cour en béton et un préau ouvert. Le stade est à 10 minutes à pied.

Philippe est amer. D'autant, ajoute-t-il, que l'objectif gouvernemental de 1967, les fameuses cinq heures d'éducation physique par semaine est loin d'être atteint. «Même en l'état actuel des choses, il manque trois mille professeurs. Conséquences : les heures de cours ont encore diminué». Les trois heures de plein air hebdomadaires d'autrefois n'existent plus.

L'objectif des syndicats s'en tient aux voeux gouvernementaux d'il y a treize ans : 5 heures d'E.p.s. Pour cela, ils estiment qu'il manque douze mille professeurs. Surtout depuis que ce sont les professeurs qui doivent donner de leur temps pour «gérer» l'association sportive. «La mort de l'A.s», dit Philippe.

Beullac a prévenu : il ne faut plus envisager de faire carrière comme maître auxiliaire. Cette année, Philippe va présenter encore une fois le C.a.p.e.s. S'il échoue à nouveau, il cherchera encore un poste de maître, mais sans savoir où, et pour une seule année.

Après Philippe n'exclut pas d'avoir à se reconvertir. Après des études universitaires qui sont, en théorie, couronnées de succès. En France, il y a, à ce jour, mille sept cents maîtres auxiliaires en E.p.s dans la même situation.

François Mitterrand à R.m.c

(suite de la première page)

serait choisi après consultation de tous les militants.

Si l'un des candidats ne parvient pas à obtenir la majorité absolue, c'est un congrès national extraordinaire qui décide, étant entendu que, de toutes façons, ce Congrès national extraordinaire aura lieu pour choisir, parachever et en même temps magnifier la désignation de notre candidat.

Cette procédure a été votée par le Parti socialiste. On ne peut donc pas échapper à cette règle, dès lors que l'on fait appel à la candidature pour solliciter le suffrage de tous les militants du Parti socialiste qui sont 180.000 environ actuellement.

Bien entendu, il peut normalement, il doit y avoir, il y aura plusieurs candidats. Le consensus je le pense bien s'établira après. Mais j'exclus tout-à-fait l'hypothèse que l'affaire de la candidature socialiste à la présidence de la République puisse se régler en catimini par deux ou trois personnes qui se réunissent dans un cabinet secret, se substituant ainsi à la volonté des militants socialistes. Les procédures devront être respectées.

Interrogé ensuite sur sa conception d'un gouvernement socialiste homogène, François Mitterrand a répondu.

La ligne politique choisie par le Parti socialiste et jamais démentie, du congrès d'Epinay au congrès de Metz, (contre laquelle d'ailleurs personne n'a jamais pris position, ni majorité, ni minorité, au sein du Parti socialiste), c'est : la stratégie de l'Union de la gauche.

Bon. Seulement voilà, quand on parle d'union, il faut que les autres acceptent. Et nous avons observé que, depuis quelque temps, un peu plus de deux années, notre principal partenaire de l'Union de la gauche, le Parti communiste, n'en veut plus. Il l'a piétinée avant de la casser. Alors on ne peut pas non plus faire tout comme ça en considérant que c'est un fait politique inexistant.

Assurer sa responsabilité

Alors, un gouvernement homogène, c'est l'expression que j'ai employée, c'est une hypothèse que je n'élimine pas si nous y sommes contraints. Les Socialistes ne sont pas des gens qui reculent devant les responsabilités qu'ils demandent.

Le Parti socialiste, lui, dit : Non seulement nous entendons animer le vaste rassemblement populaire nécessaire à la victoire pour atteindre les objectifs de l'Union de la gauche, mais encore, dans cette hypothèse là, le Parti socialiste continuera, au niveau gouvernemental, d'assurer sa responsabilité. Donc, je me place, dans l'hypothèse d'une victoire pour le moins numérique de la gauche.

Il ne s'agit donc pas d'imaginer un accord d'un Parti socialiste avec une gauche minoritaire et devenant la monnaie d'appoint des partis de droite. Cela est naturellement exclu de mon esprit.

Toulouse : les petites fiches de la grande surface

Voici deux semaines, un groupe -jusqu'ici non identifié- dérobait et décidait de rendre public le fichier établi par une «grande surface» de Toulouse pour répertorier les voleurs à l'étalage. Des tracts diffusés mercredi analysent minutieusement le contenu des 1783 fiches dérobées, sur lesquelles ils fournissent des précisions pleines d'intérêt : les voleurs à l'étalage se composeraient pour 86% de chômeurs, ouvriers ou petits employés, et pour 14% de personnes aisées. La majeure partie des fiches concerne des femmes (78%) et parmi elles des étrangères (51%).

Mais surtout, les auteurs des tracts relèvent les notations très personnelles portées sur les fiches : «homosexuel», «toxicomane», «salope et vicieuse», «récidiviste incorrigible», «appartient à une organisation politique»... Il semble enfin que ceux qui ont porté ces anotations avaient eu des informations en provenance d'autres fichiers puisqu'on peut lire aussi «a déjà volé à Euromarché» ou encore «a déjà été pris à Monoprix», etc.

La Commission nationale Informatique et Libertés, dont le vice président est Raymond Forni, a inscrit l'examen de cette affaire à l'ordre du jour de sa prochaine séance hebdomadaire.

RIPOSTE

12, Cité Malesherbes, 75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Télex : 660582 F
Directeur : George Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Descotils
Administration : Nicole Couillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES
Imprimerie : B.P.-Paris

Parcours fédéral

LE LOT-ET-GARONNE
avec Jean Rumeau

Jean Rumeau est psychologue scolaire. Entré au Parti en 1974, il est maintenant à la tête de la Fédération du Lot-et-Garonne. Dans ce département de 300.000 habitants, les militants socialistes sont 1.250. «Un pourcentage de quatre pour mille, qui correspond exactement à la moyenne nationale» remarque Jean Rumeau.

— Quelle est la situation économique du Lot-et-Garonne ?

«C'est l'incertitude qui domine (plus de 7.000 chômeurs) avec la baisse de revenu des agriculteurs, de grosses difficultés d'installation pour les jeunes en campagne, des entreprises sur le fil du rasoir. Un centre universitaire nous avait été promis depuis des temps immémoriaux à Agen, nous attentons toujours et les jeunes s'en vont.

«Le salaire moyen dans ce département est inférieur de 25 % à la moyenne nationale et nous situe au quatre-vingt dixième rang».

— Dans ce contexte quels sont les grands axes de votre travail ?

«Nous essayons de développer le secteur entreprises, ce qui pose des problèmes dans un département plutôt agricole où les grosses entreprises sont rares. Ces entreprises importantes, d'ailleurs, sont ou ont été menacées. Les coopératives fruitières et légumières ont aussi des difficultés.

«Nous développons l'information de masse grâce à notre journal fédéral «L'Espoir» qui tire à soixante mille exemplaires et qui est distribué à la quasi-totalité de la population.

«Sous l'impulsion de l'un de nos députés, Christian Laurrissergues, délégué national aux Identités régionales, nous allons mener une campagne, en faveur de l'utilisation de l'occitan, à la télévision.

«Nous nous sommes battus contre l'implantation de la centrale nucléaire de Golfech. Nos élus ont contraint Jean-François Poncet, président du Conseil général, à en débattre au sein de l'Assemblée départementale, et seuls les socialistes ont voté contre cette implantation».

— Que représente la Fédération, au plan militant et électoral dans le département ?

«Nous sommes regroupés en quarante sept sections, dont une d'entreprise (P.t.t Agen) et cinq G.s.e (quatre départementaux et un en usine, à Nérac). Le Bureau fédéral est hétérogène, la majorité de Metz est représentée par dix membres sur quinze.

«Electoralement, le Lot-et-Garonne se situe à gauche avec, sur trois députés, deux socialistes, Marcel Garrouste et Christian Laurrissergues, et un communiste. Nous avons en outre trente six maires et dix Conseillers généraux. Le paradoxe apparent c'est qu'un électorat de gauche ait élu une majorité de droite au Conseil général. En fait, ce sont les électeurs radicaux de gauche qui ont été trompés, leurs élus ayant rejoint la droite après leur élection. Depuis, la Fédération M.r.g du Lot-et-Garonne a été dissoute.

«Il faut ajouter à cela l'attitude des dirigeants communistes qui viennent de faire perdre à la gauche deux cantonales partielles en faisant voter 40 % de leur électorat restant (ils en avaient perdu 30 % au premier tour) pour le candidat giscardien ; leur «désistement» pour le candidat socialiste était ainsi fait : une ligne de désistement noyée dans une pleine page de reproches !

«En gros, selon les consultations, l'électorat socialiste se situe entre 25 et 30 %. Les élections les plus difficiles furent les européennes».

— Avez-vous des actions communes avec le P.c ?

«Non : le P.c a même refusé que nous organisions, en commun, la riposte à la venue de Giscard, au mois de novembre dernier. Il y eut quand même sept mille manifestants à Agen.

«Mais la volonté de changement est réelle et les gens désapprouvent la campagne anti-unitaire des dirigeants communistes, qui compromet cette espérance. La pétition pour «l'Union dans les luttes» a été largement signée ici, notamment par Gérard Duprat, ex-député, Conseiller général communiste jusqu'à l'an dernier.

André Lavialle, Secrétaire fédéral à l'information du P.s.

PARIS : QUATRE DÉBATS

Afin de présenter les grands thèmes du Projet socialiste et d'engager la discussion sur les propositions qu'il contient, la Fédération socialiste de Paris organise quatre débats-publics.

Mercredi 5 mars à 20 h 30 :
Le refus de la fatalité de la crise, une croissance sociale, une nouvelle logique économique, avec Jean-Pierre Chevènement, Jean Pronteau, Noëlle Mariller (44, rue de Rennes - Paris 6e).

Jeudi 13 mars à 20 h 30 :
L'Etat et les libertés, le pouvoir et les citoyens avec Paul Quilès, Edwige Avice, Jacques Bravo (32, rue Olivier Noyer - Paris 14e).

Jeudi 20 mars à 20 h 30 :
Contre l'engrenage des blocs. Pour un nouvel internationalisme. Construire la paix avec Georges Sarre, Philippe Farine, Gilles Martinet (cinéma Le Météore, 110, rue de Flandre - Paris 19e.

Jeudi 27 mars à 20 h 30 :
La Gauche rassemblée avec Lionel Jospin, Nicole Questiaux, Gérard Fuchs (Elysée-Montmartre, 72, bd Rochechouart - Paris 18 e).

GAZ A RAMBOUILLET
Le fait du prince

La décision de Giscard d'Estaing d'interdire le stockage de gaz en forêt de Rambouillet ne pouvait que satisfaire Jean-Louis Barth et Guy Malandain, conseillers généraux socialistes des Yvelines, nout ont donné leurs commentaires :

«Cette décision marque le retour au bon sens : on ne peut pas faire n'importe quoi n'importe où, ni continuer à détruire la forêt d'Ile de France déjà tant agressée par l'urbanisation délirante tolérée et organisée par le pouvoir depuis plus de vingt ans. Si le stockage de gaz est nécessaire, il faut rechercher les sites où l'on ne détruira pas pour un impératif industriel momentané, soumis aux aléas des échanges internationaux, ce qui est vital à l'équilibre de vie d'une région et que la nature a façonné pendant des centaines d'années.

«Il n'en demeure pas moins que cette prise de position nous interroge en tant que citoyens et en tant que socialistes.

— Comment la France est-elle gouvernée ? Quelle est cette démocratie où un homme décide seul, en dehors du Parlement et même contre certains membres du gouvernement, de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas ?

«République ou Monarchie constitutionnelle ?

— Si cette implantation n'avait pas été prévue dans ce secteur particulier de la région de Rambouillet, aurait-on pris, sur la pression des habitants et des élus cette décision ? ou aurait-on, comme en Bretagne, envoyé les C.r.s ?

— Enfin, cette décision est-elle indépendante de l'échéance de 1981 ?

• François Mitterrand sera mercredi prochain à Saint-Etienne pour assister au match qui opposera les «Verts» à Moenchengladbach.

• Mardi 11 mars, à 14 h 30, à la salle des Fêtes de La Neuville-Chant-d'Oisel (Seine-Maritime) Pierre Joxe et Laurent Fabius aborderont avec les agriculteurs de la région Normandie, les problèmes de l'agriculture française dans la C.e.e et exposeront les solutions socialistes.

• François Mitterrand a envoyé un télégramme de soutien au professeur Wolff qui, au forum scientifique de la C.f.c.e, avait défendu l'idée que la coopération scientifique devait être poursuivie sans qu'il soit enfreint au respect des Droits de l'Homme.

Télé-P.S.

LECTEURS DES CHARENTES-MARITIMES ET DU LOT-ET-GARONNE,

DERNIER NUMERO D'ESSAI - POUR CONTINUER A NOUS LIRE,

ABONNEZ-VOUS SANS DELAI !



Pouvoir d'achat : les statistiques dérengent Matignon

Barre triche avec les chiffres

Pas de cadeau entre « experts ». Ceux de l'I.n.s.e.e prennent le contre pied de ceux de Matignon et de la rue de Rivoli qui conseillent à leurs patrons respectifs de voir la vie économique en rose.

Car dans leur immeuble ultra-moderne qui borde le périphérique parisien, les têtes d'œuf de l'I.n.s.e.e - organisme public dépendant de M. Monory faut-il le rappeler ? - broient plutôt du noir. En gros, ces experts nous donnent le choix entre deux scénarios : soit les tendances inflationnistes actuelles vont s'aggraver et retarder l'inévitable ralentissement économique provoqué selon eux par le renchérissement du pétrole en 1979. Soit, à horizon de quelques mois, les compteurs vont brutalement chuter et la récession s'amorcer. A tout prendre d'ailleurs, l'I.n.s.e.e marque sa préférence pour le second scénario - encore qu'ils se traduise nécessairement par une nouvelle progression du chômage - car, affirment-ils, plus on attend et plus l'inflexion sera brutale.

Rien en tout cas dans cette analyse qui corresponde à l'optimisme officiel : des prix installés sur une pente de progression de 13 % l'an, un déficit commercial qui se creuse.

Les résultats du giscardo-barrisme

On comprend dans ces conditions que l'I.n.s.e.e dérange beaucoup de monde. Par exemple le quotidien patronal « Les Echos » qui accolle l'épithète « Cassandre » à cet institut, histoire de dire que si cet organisme n'existait pas ce ne serait pas la peine de l'inventer.

En plus de ces analyses « pernicieuses » qui risquent d'ouvrir les yeux sur les résultats du giscardo-barrisme, l'I.n.s.e.e se permet de publier des statistiques dérangeantes : ne parlons pas de l'indice des prix - dont Barre et Monory se seraient volontiers passés pour janvier, les fonctionnaires de l'I.n.s.e.e ont le culot de dire tout haut, avec chiffres à l'appui ce que chacun ressent à la lecture de sa feuille de paie : à savoir que le pouvoir d'achat des salaires a baissé.

Colère de Matignon. Dans leur dernière note de conjoncture l'I.n.s.e.e est contrainte de faire marche arrière et de souligner que, compte tenu des prestations sociales il est permis de déceler un léger gain de pouvoir d'achat du revenu des ménages.

Barre est content. Mais personne n'y comprend plus rien. Ni l'ouvrier célibataire et en bonne santé qui ne voit pas la moindre trace d'une prestation sociale dans ses revenus, ni même les petits retaités qui même avec un pouvoir d'achat en légère hausse se demandent comment vivre avec les quelques miettes qu'on leur distribue.

Les statistiques peuvent dire n'importe quoi. Pas besoin de Barre pour l'apprendre. Mais à jouer les manipulateurs sur un sujet aussi sensible et aussi concret que le pouvoir d'achat, Barre livre sa vraie nature à l'opinion publique : un tricheur.

Six autonomistes corses remis en liberté

Six des autonomistes corses arrêtés et incarcérés à la prison de Fleury-Mérogis à la suite des incidents de Bastelica et d'Ajaccio ont été remis en liberté jeudi soir. Ce sont François Taddei, 21 ans, et Jean-Baptiste Geromini, 23 ans, et Xavier Ceccaldi, qui étaient détenus depuis le 10 janvier pour leur participation à l'occupation de la mairie de Bastelica ; Jacqueline Lucchini, 22 ans, Georges Moretti, 23 ans, et Joseph Vittori, 29 ans.

Avant l'annonce de ces libérations une série d'occupations de mairies s'étaient déroulées dans la journée.

Vers 9 h 40, une vingtaine d'autonomistes ont occupé la mairie de Vinaco (Haute-Corse) dont le maire M. François Giaccobi est sénateur et président du Conseil général du Mouvement des radicaux de gauche. Les occupants n'ont pu rester que très peu de temps dans les locaux de la municipalité car le maire de Vénaco a demandé par l'intermédiaire du préfet, l'intervention des forces de l'ordre. Les autonomistes, après s'être fait délivrer un certificat d'expulsion, ont quitté toutefois les locaux avant tout incident.

Le préfet hué

L'après-midi ce même groupe d'autonomistes renforcé par des lycéens ont pénétré dans l'Hôtel de Ville de Corte. Me Pierucci maire de Corte, de tendance giscardienne, a également menacé de faire intervenir les forces de l'ordre. Après tractations les manifestants se sont retirés.

A Bastia également à l'appel d'une organisation de soutien aux emprisonnés un groupe de nationalistes corses a occupé l'Hôtel de Ville.

Pendant ce temps environ 2.000 personnes s'étaient réunies à la Mutualité à Paris, pour entendre Edmond Siméoni, leader de l'Union des patriotiques corses (U.p.c.) réclamer la libération des corses encore détenus dans le cadre de l'enquête de la Cour de sureté de l'Etat sur les tragiques événements de Bastelica et Ajaccio du mois de janvier dernier.

Lors de l'arrivée impromptue à la tribune des six militants libérés dans la journée, la salle scanda alors « Liberta, liberta », tandis que deux d'entre eux réclamaient l'élargissement de leurs camarades.

Tous les orateurs ont fait huer le nom du préfet de la région Corse qui avait été à l'origine de l'intervention, à Bastelica, des forces de police.

Résumées

Pont-a-Mousson : pour injures racistes

Jacques Faron, chef du personnel des Fonderies de Pont-à-Mousson, comparait vendredi devant le tribunal correctionnel à la suite de la plainte des délégués C.g.t de l'entreprise. Recevant, en novembre dernier, un groupe de délégués parmi lesquels figurait Andellatis Mahjoub, ressortissant algérien, le chef du personnel avait tenu des propos racistes à son encontre.

Femmes en grève

A Manubec (Pau), fabrique de casquettes, cent quarante trois salariées. Les salaires sont dérisoires avec un maximum de 2.200 F. Les cadences impossibles, l'encadrement brutal. La prime d'ancienneté est de 10 F par mois !

Les travailleuses sont en grève depuis le 7 décembre avec arrêt de travail journalier de trois heures. La municipalité de Pau a voté une motion de soutien aux grévistes et une subvention de 10.000 F.

« Pas opposant mais otage »

C'est ainsi que se considère Grégori Takayuk, ukrainien de Kiev qui a exprimé l'idée saugrenue de quitter l'U.r.s.s. Comme ça, pour aller s'établir ailleurs. Le K.g.b. lui a proposé son aide à condition qu'il accepte d'épouser une de leurs collaboratrices. Pour amener Takayuk à accepter, des fonctionnaires zélés l'ont emmené de force et rossé près de chez lui.

Formation des immigrés

Un collectif comprenant vingt-huit associations s'est formé pour mettre en œuvre une politique cohérente de formation des immigrés. Elles ont tenu une conférence de presse vendredi à Paris. Jean Le Garrec y a exprimé la position du P.s.

R.f.a : scandale au théâtre

Rolf Hochhuth est un talentueux auteur dramatique allemand qui fait scandale à chaque production d'une de ses pièces. En 1963, « Le Vicaire » avait soulevé l'indigration de certains milieux catholiques, parce que l'ouvrage mettait en cause Pie XII, accusé de ne pas s'être opposé au génocide hébraïque. Quelques années plus tard, dans « Le Soldat », Hochhuth accusait Churchill d'avoir comploté contre la vie du général Sikorski patriote polonais.

Ces jours-ci, montré simultanément à Hambourg, Gottingen et Heidelberg, son nouveau drame « Les juristes » dénonce les magistrats qui durant la dernière guerre et jusqu'à la fin du conflit, ont condamné à mort plus de 30.000 soldats, coupables de ne pas vouloir aller se faire massacrer.

Bien entendu, ces magistrats sont restés en poste. Et parmi eux le Dr Filbinger qui est Premier ministre du Bade-Wurtemberg. Celui-ci, leader de la droite demo-chrétienne, prosélyte de la loi sur les Berufsverbot a porté plainte. De nombreux hommes de loi allemands lui ont donné tort.

ABONNEZ-VOUS A « RIPOSTE »

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.